



Conseil de Sécurité

CS/8531

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT NE POURRA PAS REPRENDRE TANT QUE
LES DEUX PARTIES N'HONORERONT PAS LEURS OBLIGATIONS, AFFIRME IBRAHIM
GAMBARI DEVANT LE CONSEIL**

Le Conseil de sécurité a tenu, ce matin, sa réunion d'information mensuelle sur le Moyen-Orient au cours de laquelle le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Ibrahim Gambari, a prévenu que le processus de paix ne pourra pas reprendre tant que les deux parties n'honoreront pas leurs obligations en vertu de la Feuille de route du Quatuor. Il a évoqué la situation depuis le désengagement israélien de la bande de Gaza et de la Cisjordanie caractérisée par une absence de négociations bilatérales entre Israéliens et Palestiniens, la détérioration de la situation en matière de sécurité et les restrictions à la liberté de circulation. Avant d'évoquer la situation au Liban, Ibrahim Gambari a souligné que la communauté internationale ne pouvait que contribuer à la reprise du processus de paix. Elle n'est pas en mesure, a-t-il précisé, de mener à un retour aux négociations à moins que les deux parties prennent des mesures ambitieuses pour honorer leurs obligations. Il s'est félicité, à ce propos, de la réunion qui a eu lieu aujourd'hui à Washington entre le Président des États-Unis et le Président de l'Autorité palestinienne.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

M. IBRAHIM GAMBARI, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a estimé que le désengagement de la bande de Gaza n'avait pas encore relancé le processus de paix, rappelant que depuis le retrait, le niveau de violence dans la région avait augmenté et que les réunions prévues entre le Premier Ministre d'Israël, Ariel Sharon, et le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avaient été reportées à deux reprises. Il a néanmoins indiqué que le désengagement de la bande de Gaza offrait malgré tout la possibilité de relancer le processus de paix, signalant que la communauté internationale était disposée à offrir son aide aux parties.

Évoquant les démarches effectuées depuis le désengagement, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a expliqué que la réouverture de la frontière de Rafah entre l'Égypte et la bande de Gaza était d'une grande importance, tant au niveau politique que social, car cela rendrait à la Palestine un accès au monde en dehors de Gaza. Cette démarche ouvrirait également la voie à d'autres accords sur le franchissement de frontières avec Israël, sur une liaison entre Gaza et la Cisjordanie, et sur la réouverture des ports et des aéroports de Gaza. M. Gambari a néanmoins fait remarquer que depuis le 17 septembre, la frontière de Rafah n'avait été complètement ouverte que pendant cinq jours. Signalant qu'un accord sur la question était proche, il a espéré que les rapports indiquant que la frontière de Rafah serait rouverte pour le 15 novembre étaient exacts, et a invité les trois parties –Israël, Autorité palestinienne et Égypte- à coopérer sur la question. M. Gambari a également estimé qu'il fallait améliorer la circulation des biens et des personnes entre Israël et Gaza, ainsi qu'entre Israël et la Cisjordanie.

Le Quatuor met actuellement en œuvre un programme d'assistance important afin de créer des emplois et de stimuler la relance de la Palestine à la suite du désengagement, a indiqué le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. La Commission européenne, a-t-il estimé, a notamment présenté une proposition visant à accroître l'aide de l'Union européenne aux Palestiniens d'environ 250 millions d'Euros, une proposition qui dépendra néanmoins de l'amélioration de la situation tant au niveau de la sécurité que des déplacements. D'autres donateurs ont également offert une aide supplémentaire, a-t-il ajouté, remarquant que 35% de l'aide internationale aux Palestiniens étaient mis en œuvre par l'intermédiaire des institutions de l'ONU.

M. Gambari a cependant estimé que la relance palestinienne ne serait pas viable tant que les restrictions relatives à la libre circulation des biens et des personnes n'étaient pas levées et tant que l'Autorité palestinienne n'était pas en mesure de mettre en place un solide contrôle administratif, s'inquiétant notamment de certaines faiblesses au sein des structures internes de l'Autorité palestinienne qui avaient été récemment signalées. Expliquant par ailleurs que la montée de la violence avait nuit à la reprise de négociations bilatérales entre les dirigeants israéliens et palestiniens, M. Gambari a rappelé que le désengagement avait exposé tant M. Sharon que M. Abbas à des pressions.

La situation en matière de sécurité s'est fortement détériorée lors de la dernière semaine de septembre et la première semaine d'octobre, a observé M. Gambari, expliquant que le Coordonnateur des États-Unis pour la sécurité, William Ward, poursuivait son travail visant à faire avancer le secteur de la sécurité. Il a notamment remarqué que l'Autorité palestinienne avait décidé de confisquer toute arme détenue illégalement, et avait nommé trois responsables chargés de la réforme du secteur de la sécurité. De telles démarches pourront fortement contribuer au contrôle de la violence interne, ainsi qu'à la poursuite des engagements relatifs à la sécurité compris dans la Feuille de route, a-t-il estimé, soulignant l'importance de progresser dans ce domaine dans les semaines et mois à venir.

Poursuivant, le Secrétaire général adjoint a fait part du renforcement des restrictions à la liberté de circulation des biens et des personnes, à Gaza, sans pour autant faire de cet état de fait une conséquence du désengagement. Il s'agit plutôt, a-t-il estimé, d'un mode opératoire que l'on observe à chaque fête juive. Israël, a-t-il ainsi ajouté, a réduit le nombre de points de contrôle en Cisjordanie au cours de cette année mais les bouclages de territoires ont encore augmenté après le meurtre de trois Israéliens le 16 octobre dernier. Israël continue d'ailleurs la construction du mur de séparation dans la région de Jérusalem. Les restrictions à la liberté de circulation continuent de compromettre la capacité des fonds et des programmes des Nations Unies de fournir leur assistance à Gaza et en Cisjordanie. Après avoir fait part des résultats des dernières élections municipales du 29 septembre qui ont donné la victoire au Fatah, le Secrétaire général adjoint est passé à la question du Liban. Il s'est attardé sur les circonstances de la tentative d'assassinat de la journaliste, May Chidiac, en rappelant la condamnation du Secrétaire général de l'ONU de tout acte de terreur visant l'intimidation et la déstabilisation. Le Secrétaire général adjoint s'est, en revanche, dit heureux du calme qui règne sur la Ligne bleue, en attirant néanmoins l'attention sur les violations par Israël de cette Ligne et de l'espace aérien libanais.

Dans ses observations, M. Gambari a regretté que la recrudescence de la violence ait compromis l'évolution positive de la situation. Il y a un mois, a-t-il rappelé, Israël, l'Égypte et l'Autorité palestinienne étaient sur le point de conclure des accords sur la liberté de circulation des Palestiniens et le commerce. Le Premier Ministre israélien et le Président de l'Autorité palestinienne étaient prêts à se rencontrer pour la première fois depuis le mois de juin. D'autres développements ont fait croire à un changement d'attitude de certains pays arabes et musulmans à l'égard d'Israël. Aujourd'hui, le report de la réunion entre le Premier Ministre israélien et le Président de l'Autorité palestinienne a été particulièrement décevant, a avoué le Secrétaire général adjoint, en se disant convaincu qu'un retour aux négociations bilatérales aurait constitué un tournant dans les efforts visant à mettre fin au conflit. Des pourparlers entre les deux parties devraient avoir lieu au mois de novembre, a-t-il annoncé en souhaitant que les dirigeants concernés fassent preuve de ténacité dans leurs négociations même en cas de crises dans le domaine de la sécurité. Pour sa part, la communauté internationale continuera à jouer son rôle et l'Envoyé du Quatuor, James Wolfensohn,

poursuivra tous les efforts possibles pour amener toutes les parties à conclure des accords sur les questions clefs « six plus trois ». À cet égard, le Secrétaire général adjoint s'est félicité de la réunion qui a lieu aujourd'hui entre le Président des États-Unis et le Président de l'Autorité palestinienne.

Mais, a-t-il prévenu, la communauté internationale ne peut que contribuer à la reprise du processus de paix. Elle ne peut pas mener à un retour aux négociations à moins que les deux parties prennent des mesures ambitieuses pour honorer leurs obligations. Conformément à la Feuille de route, une des obligations d'Israël, a-t-il rappelé, est de mettre fin à la construction des colonies de peuplement et de démanteler les postes d'avant-garde, mis en place depuis 2001. La cessation de telles activités constituerait une mesure de confiance convaincante aux yeux de la population palestinienne, a souligné le Secrétaire général adjoint, avant de demander à l'Autorité palestinienne de persister, pour sa part, dans une réforme globale de l'appareil de sécurité pour mettre fin à la violence et à la terreur. Les événements du mois dernier ont montré à quel point les problèmes internes de sécurité peuvent faire dérailler le processus politique. Le leadership palestinien doit tirer parti de l'appui dont il bénéficie de la part de la population et démontrer qu'il a les moyens d'améliorer ses capacités de maintenir l'ordre. Le retrait des colons et des infrastructures militaires israéliens ont retiré un fardeau à la population de Gaza, a conclu le Secrétaire général adjoint. Ce retrait peut créer de nouvelles chances de paix entre Israéliens et Palestiniens. Une coordination, une coopération et un engagement plus énergiques de la part des Israéliens, des Palestiniens et de la communauté internationale sont nécessaires pour traduire le désengagement en une paix négociée et durable, a-t-il insisté.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel